Aiti : finances de la commune

Commune · Haute-Corse (2B) · 29 habitants · tranche moins de 100 habitants · comptes 2025

Pour l’exercice 2025, Aiti affichait un encours de dette de 0 €, soit 0 € par habitant, une épargne brute égale à 65 % de ses recettes de fonctionnement et une capacité de désendettement de 0 ans.

Dette par habitant
0 €
0 € au total

Capacité de désendettement
0 ans
dette ÷ épargne brute

Taux d’épargne brute
65 %
épargne brute ÷ recettes de fonctionnement

Dépenses de fonctionnement
1 315 € / hab.
38 k€ au total

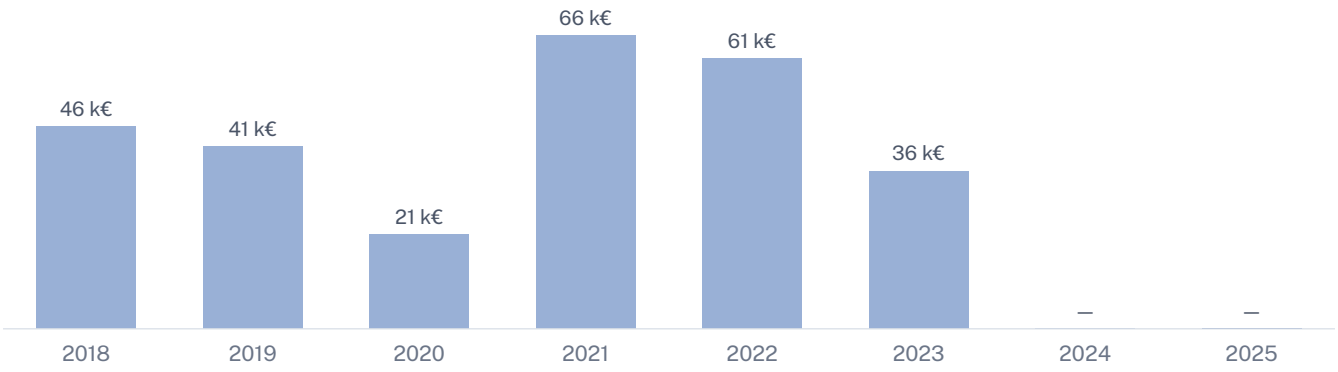
Les comptes de la commune en clair

Comptes consolidés de l’exercice 2025 publiés par l’OFGL. Chaque montant par habitant est comparé aux 3 275 communes de moins de 100 habitants (dernier exercice publié de chacune). Une position haute ou basse n’est ni une bonne ni une mauvaise note : elle indique ce qui mérite d’être compris ou vérifié.

Question	Valeur	Comparaison
Combien la collectivité dépense-t-elle pour fonctionner ?	1 315 €	un peu au-dessus de la moitié des communes de même taille.
Quelle part de ces dépenses va au personnel ?	0 %	0 € par habitant : parmi le quart des communes de même taille où ce chiffre est le plus bas.
Lui reste-t-il de l’argent en fin d’année ?	65 %	2 441 € par habitant : parmi le quart des communes de même taille où ce chiffre est le plus haut. Repère : vigilance sous 10 %, alerte sous 7 % (usage d’analyse financière, non réglementaire) (Au-dessus des repères).
Est-elle endettée ?	0 €	parmi le quart des communes de même taille où ce chiffre est le plus bas. Repère : plafond national de référence de 12 ans de capacité de désendettement pour les communes (Sous le plafond).
Investit-elle ?	1 099 €	parmi le quart des communes de même taille où ce chiffre est le plus haut.
Combien rapportent les impôts locaux ?	1 402 €	parmi le quart des communes de même taille où ce chiffre est le plus haut.

Évolution depuis 2018

Encours de dette au 31 décembre



L'encours de dette est passé de 46 k€ en 2018 à 0 € en 2025 (-100 %). Valeur la plus haute : 66 k€ en 2021 ; la plus basse : 0 € en 2024 et 2025.

Exercice	Encours de dette	Taux d'épargne brute	Capacité de désendettement	Dépenses d'équipement
2018	46 k€	46,2 %	1,5 ans	56 k€
2019	41 k€	52,1 %	0,9 ans	67 k€
2020	21 k€	53,5 %	0,5 ans	48 k€
2021	66 k€	58,9 %	1,3 ans	45 k€
2022	61 k€	47,7 %	1,2 ans	272 k€
2023	36 k€	54,9 %	0,5 ans	134 k€
2024	0 €	49,5 %	0 ans	123 k€
2025	0 €	65 %	0 ans	32 k€

Comparée à ses communes jumelles

Indicateur	Aiti	Médiane des jumelles	Écart
Dette par habitant	0 €	672 €	−100 %
Impôts locaux par habitant	1 402 €	374 €	+274,8 %
Frais de personnel par habitant	0 €	209 €	−100 %
Investissement par habitant	1 099 €	191 €	+474,5 %
Taux d'épargne brute	65 %	30,4 %	
Capacité de désendettement	0 ans	1 ans	

Jumelles : Monthaut (11), Valleroy (52), Mazouau (65), Lège (31), Grandham (08), Larroque-Engalin (32), Chaulhac (48), Champigneulle (08), Vignes-la-Côte (52), Saint-Didier (58). Insee (taille, évolution, âges, revenu) ; comptes OFGL.

Le mandat 2020-2026 en chiffres

Indicateur	2019	2025	Évolution	Médiane dép.
Habitants	32	29	−9,4 %	+2,8 %
Dette par habitant	1 286 €	0 €	−100 %	−22,2 %
Impôts locaux par habitant	791 €	1 402 €	+77,2 %	+26,1 %
Frais de personnel par habitant	0 €	0 €	—	+23,7 %
Taux d'épargne brute	52,1 %	65 %	+12,9 points	−5,3 points
Capacité de désendettement	0,9 ans	0 ans	−0,9 an	0 an
Investissement cumulé 2020-2025, par habitant		24 944 €		7 269 €

Comptes consolidés OFGL 2019 et 2025 ; médiane : évolution médiane des communes du département. Une évolution ne juge pas la gestion.

Qui vit ici

Indicateur	Aiti	Comparaison
Habitants (2023)	27	−18,2 % depuis 2012 (département : +9,6 %)
65 ans ou plus (2023)	55,6 %	département : 25,1 % · France : 21,3 %
Personnes couvertes par le RSA (2020)	0 pour 100 habitants	département : 2,9

Sources : Insee, populations municipales 1968-2023, recensement 2012-2017-2023, naissances et décès 2008-2025 (API Melodi, Licence Ouverte) ; Cnaf, allocataires par commune au 31 décembre 2020-2024 (data.caf.fr, Licence Ouverte), valeurs arrondies par la Cnaf ; Urssaf, établissements employeurs et effectifs salariés du secteur privé au 31 décembre (open.urssaf.fr, ODbL) ; Éducation nationale, effectifs d'élèves par école et indices de position sociale (data.education.gouv.fr, Licence Ouverte).

Les métiers des habitants

0 habitants de 15 à 64 ans ont un emploi ; la commune compte 0 emplois, soit 0 emplois pour 100 habitants qui travaillent (indicateur de concentration d'emploi de l'Insee).

Groupe	Habitants	Département	France	Emplois sur place
Agriculteurs exploitants	0 %	2,1 %	1,3 %	—
Artisans, commerçants et chefs d'entreprise	0 %	11,8 %	6,6 %	—
Cadres et professions intellectuelles supérieures	50 %	11,2 %	20,1 %	—
Professions intermédiaires	50 %	23,7 %	26,4 %	—
Employés	0 %	32,5 %	26,1 %	—
Ouvriers	0 %	18,8 %	19,5 %	—

Professions les plus exercées par les habitants : Corse

Profession	Habitants (environ)	Part
Secrétaires, employés de la bureautique	3 770	2,6 %
Employés de la fonction publique (secrétariat, gestion, comptabilité)	2 990	2,1 %
Ouvriers peu qualifiés du gros ?uvre du bâtiment	2 570	1,8 %
Infirmiers en soins généraux salariés	2 430	1,7 %
Autres employés d'aide à domicile et accueillants familiaux	2 270	1,6 %
Aides-soignants	2 050	1,4 %
Personnels intermédiaires administratifs des collectivités territoriales et des hôpitaux publics	1 980	1,4 %
Serveurs	1 930	1,3 %
Enseignants titulaires du primaire	1 920	1,3 %
Ouvriers peu qualifiés du second ?uvre du bâtiment	1 890	1,3 %
Enseignants titulaires du secondaire général et technologique	1 780	1,2 %
Employés des services comptables et financiers	1 780	1,2 %

Employeurs, projets de recrutement 2026 (Haute-Corse (2B)) : 11 215 au moins, dont 52,4 % jugés difficiles.

Métier	Projets	Difficiles
Serveurs de cafés restaurants	1 322	44,9 %
Agriculteurs	1 028	51,2 %
Employés de l'hôtellerie	824	63,8 %
Viticulteurs, arboriculteurs	647	40,8 %
Cuisiniers	614	51,5 %
Aides de cuisine et employés polyvalents de la restauration	533	31,1 %
Employés de libre service	404	51,7 %
Maçons qualifiés	261	91,2 %
Vendeurs en produits alimentaires	230	52,2 %
Jardiniers des espaces verts et naturels	229	53,7 %

Sources : Insee, recensement de la population 2022, emploi et population active (Licence Ouverte 2.0) ; Insee, recensement de la population 2022, fichier détail des individus par région (Licence Ouverte 2.0) ; France Travail, enquête Besoins en main-d'œuvre 2026 (data.gouv.fr, Licence Ouverte 2.0).

Ce que l’État verse pour les investissements

Indicateur	Aiti
Subventions d’investissement de l’État accordées (2018-2025)	76 k€ pour 4 projets
Par habitant	2 632 € (communes de même taille : 310 € ; département : 656 €, médianes)
Part du coût des projets payée par l’État	21,2 %
Aides de l’ADEME (conventions depuis 2021)	aucune aide publiée

Sources : DGCL, projets financés par la DETR, la DSIL, la DPV et la DSID (data.gouv.fr, Licence Ouverte 2.0) ; ADEME, aides financières attribuées (data.ademe.fr, Licence Ouverte 2.0).

Sources

Comptes consolidés (budget principal et budgets annexes) publiés par l’Observatoire des finances et de la gestion publique locales (OFGL), exercice 2025 et exercices précédents depuis 2018, sous Licence Ouverte 2.0. Quartiles et médianes calculés par l’Observatoire de ma commune sur les mêmes comptes. Formules et limites : https://observatoire.proofset.io/methode.html. Analyse automatisée de données publiques, sans valeur juridictionnelle ; aucune donnée nominative.